

L'EUROPE ENTRE LE MARTEAU CHINOIS ET L'ENCLUME AMÉRICAINE AU TEMPS DU CORONAVIRUS

Par Luuk van Middelaar

Philosophe politique et professeur à l'université de Leyde (Pays-Bas),
membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique.
Il est l'auteur de *Quand l'Europe improvise. Dix ans de crises politiques* (Gallimard, 2018)
et du *Passage à l'Europe. Histoire d'un commencement* (Gallimard, 2012).



La crise du coronavirus n'ouvre pas une « ère nouvelle », dont on verrait déjà clairement les enjeux apparaître et les grandes lignes se dessiner, et il est encore trop tôt pour dire s'il s'agit d'un événement « transformatif » ou d'un épisode « disruptif ». Le Covid-19 apparaît d'abord et surtout comme un grand révélateur : il dévoile des faiblesses parfois invisibles et accélère des tendances préexistantes. Cela se perçoit au niveau individuel, où la maladie oblige avant tout les plus vulnérables et les plus âgés à mener une lutte contre la mort ; cela s'observe également au niveau collectif, où les mesures de santé publique et de distanciation sociale mettent certaines organisations, entreprises ou États au pied du mur.

Mais c'est sur la scène internationale que le virus se manifeste le plus clairement en tant que révélateur. Le Covid-19 accélère des évolutions lentes, creuse des clivages existants. Fait majeur dans ce domaine : la bataille stratégique entre la Chine et les États-Unis devient plus visible que jamais. L'Europe, prise dans l'étau de ces deux titans, découvre sa vulnérabilité aussi bien dans le domaine du matériel médical que sur le plan des paroles et des idées. Leçon principale à tirer à ce stade, en sachant que le pire du conflit américano-chinois est devant nous : sans autonomie stratégique industrielle, pas de « souveraineté narrative » pour les Européens.

Quelques incidents récents révèlent à quel point les Européens se trouvent de plus en plus pris entre le marteau chinois et l'enclume américaine. Ainsi, fin avril 2020, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, l'Espagnol Josep Borrell, a dû rendre des comptes devant l'assemblée du Parlement européen. Certains médias

accusaient son service d'avoir, sous la pression de Pékin, édulcoré un rapport sur des campagnes de désinformation menées par la Chine dans le cadre de la pandémie de coronavirus¹. Dans la version fuitée du rapport provisoire, il est écrit que Pékin mène « une campagne mondiale de désinformation² » pour nier sa responsabilité dans l'origine de la pandémie, y compris par des tactiques « ouvertes et couvertes ». La crainte de certains était que la Chine répliquerait en retenant du matériel médical. À la suite d'échanges tendus entre les représentants de Xi Jinping et des diplomates européens à Pékin, où le terme « répercussions » a été employé, le passage en question aurait été adouci. D'après un article paru dans le *New York Times*, le conseiller en communication de Josep Borrell est intervenu personnellement afin d'obtenir un délai de publication du rapport³.

Autre révélateur du rapport de forces : à Washington, dans les milieux diplomatiques et médiatiques, cet épisode a pris plus d'ampleur qu'en Europe. C'est ainsi, par exemple, que l'ambassadeur américain aux Pays-Bas, Pete Hoekstra, plutôt proche des milieux d'extrême droite néerlandais, a livré son verdict sur Twitter : « Des vrais amis n'agissent pas ainsi. #TimeForTruth. » Borrell lui-même s'est défendu lors de sa prise de parole devant les parlementaires européens : « Cela relevait d'une procédure normale. Nous ne plions jamais devant la pression de quiconque. »

Plus globalement, la Chine comme les États-Unis exigent des Européens qu'ils souscrivent à leur interprétation du grand récit sur le coronavirus. Le président Xi Jinping demande de la gratitude pour la livraison des masques de protection aux pays européens en détresse, tandis que le président Donald Trump demande l'allégeance de ses « vassaux » dans une bataille géopolitique plus large, esquissée comme une nouvelle guerre froide entre démocratie et dictature, et préfère ne rien entendre – et encore moins pendant l'année de sa potentielle réélection – quant à l'incompétence de sa propre administration.

Bien sûr, de telles batailles narratives sont constantes, tout comme les pressions exercées dans coulisses par des puissances étrangères – les États-Unis sont bien placés pour le savoir. Il est toutefois nouveau de voir combien les tensions montent, y compris dans les bureaux bruxellois, comme en témoigne la fuite du rapport précédemment cité dans les médias. Il est vrai également – et, sur ce point, Josep Borrell n'a pas tort – qu'une partie du travail du diplomate consiste à se montrer... diplomatique. Tout comme dans la vie privée, le brouillon d'une lettre délicate comporte un peu plus d'emphase ou de ressentiment que

1. L'Union européenne dispose d'un service contre la désinformation, EUvsDisinfo (<https://euvsdisinfo.eu>), mis en place en 2014 à la suite l'invasion de la Crimée par la Russie afin de pouvoir lutter contre la propagande russe, particulièrement virulente en Europe de l'Est. Ce service s'occupe également de lutter contre la désinformation chinoise depuis 2019.

2. Voir « Pékin a pressé l'UE de ne pas dénoncer de désinformation sur le virus », *lefigaro.fr*, 25 avril 2020 [www.lefigaro.fr/flash-actu/pekin-a-presse-l-ue-de-ne-pas-denoncer-de-desinformation-sur-le-virus-20200425].

3. Voir Matt Apuzzo, « Pressured by China, E.U. Softens Report on Covid-19 Disinformation », *nytimes.com*, 24 avril 2020 [www.nytimes.com/2020/04/24/world/europe/disinformation-china-eu-coronavirus.html].

la version envoyée au destinataire. Il en va de même dans les rapports entre États. Cela n'équivaut pas à vendre son âme au diable mais à prendre en compte des sensibilités, des intérêts et les conséquences de ses actes. Si l'on manque de masques pour protéger ses concitoyens dans la lutte contre la pandémie, on se trouve rapidement à court de souffle. Il s'agit d'un travail d'équilibriste, tous les jours un peu plus difficile, comme en a fait l'expérience l'ambassadeur de l'Union européenne à Pékin, Nicolas Chapuis, qui a accepté de supprimer une mention qui faisait référence aux origines du coronavirus et au marché de Wuhan dans une tribune pour le *China Daily*, au nom des vingt-sept ambassadeurs européens. Il s'est d'ailleurs fait rappeler à l'ordre par Josep Borrell⁴.

La pression du côté américain est d'un autre ordre. Le piège pour les Européens est ici de se laisser entraîner dans le récit d'une nouvelle guerre froide entre le Bien et le Mal, tel que le système américain – dans sa symbiose entre Washington et Hollywood – en produit à merveille. Après les deux antagonistes arabes (Saddam Hussein, Oussama ben Laden) et le diable du Kremlin (Poutine) se dessine la nouvelle incarnation du Mal en la personne de Xi Jinping. Le président chinois se prête bien au rôle du despote oriental, nouvelle menace totalitaire pour la liberté. Mais en se laissant entraîner par un récit moralisateur, les Européens ne seront plus capables de déterminer leurs intérêts et, surtout, de les distinguer des intérêts américains.

Ces incidents au temps du coronavirus apprennent à l'Union européenne que la maîtrise de son récit exige l'autonomie matérielle. Afin d'échapper à l'étau des deux superpuissances, avec leur nouvelle politique du « diviser pour mieux régner » par le matériel sanitaire, l'Europe doit elle-même disposer de centres de production (ou de fournisseurs viables) de médicaments et d'autres produits. C'est la condition pour se montrer ferme dans la bataille des récits. Sans autonomie stratégique, pas de souveraineté narrative. Et réciproquement. La pression narrative exercée par les deux grandes puissances devrait rappeler aux Européens la relation intime du récit et du pouvoir. Michel Foucault, dans sa leçon inaugurale au Collège de France, exprimait cela à merveille : « Le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer⁵. »

La France, où le président Macron se montre animé par une volonté d'affirmation de la puissance et de la souveraineté européennes et où le commissaire à Bruxelles, Thierry Breton, exerce des responsabilités décisives dans le domaine industriel et stratégique, est particulièrement bien placée pour rappeler ce grand principe et convaincre ses partenaires européens de tout faire pour retrouver leur double autonomie stratégique et narrative. Le plan de relance européen défendu mutuellement par la France et l'Allemagne en constitue un premier pas.

Ce texte a été rédigé le 26 mai 2020, actualisé et publié le 31 juillet 2020.

4. Voir Isabelle Kumaret Laura Ruiz Trullols, « Coronavirus: EU regret after state-run newspaper *China Daily* removes COVID-19 mention from op-ed », euronews.com, 7 mai 2020 (www.euronews.com/2020/05/07/coronavirus-eu-regret-after-state-run-newspaper-china-daily-removes-covid-19-mention-from).

5. Michel Foucault, *L'Ordre du discours*, Gallimard, 1971, p. 12.